

REPÈRES

Dominique Biedermann dirige la Fondation Ethos depuis 2000. Il a d'ailleurs contribué à la création en 1997 de cette Fondation suisse pour le développement durable alors qu'il était responsable de la CIA - Caisse de pension de l'Etat de Genève - une des deux caisses de pension genevoises à l'origine d'Ethos. Depuis, quelque 80 investisseurs institutionnels soucieux d'environnement durable et de bonne gouvernance d'entreprise font confiance à Ethos. Ses consignes de vote pour les assemblées générales sont régulièrement commentées dans la presse suisse et étrangère.



BONUS Un système de rémunération des dirigeants soumis à de stricts critères de performance serait souhaitable.

“Un réexamen des comptes 2006 de UBS pourrait être nécessaire”

DOMINIQUE BIEDERMANN Le directeur de la Fondation Ethos insiste sur l'importance d'un contrôle spécial lié à la crise des «subprimes», qui serait effectué par un organisme indépendant.

L'assemblée générale extraordinaire de UBS convoquée pour le 27 février promet d'être animée. Si tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité de recapitaliser la banque aux trois clés pour 13 milliards de francs, les avis divergent sur la manière de procéder. Dominique Biedermann est une des voix défendant les intérêts des actuels actionnaires, dont les caisses de pension.

UBS a placé au début de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février votre demande de contrôle spécial. Avez-vous bon espoir qu'elle soit acceptée?

Oui, nous sommes persuadés qu'une grande partie de l'actionariat voit l'intérêt de mieux comprendre ce qui s'est passé et, donc, de voter en faveur d'un contrôle spécial par un organisme indépendant. Surtout dans les circons-

tances actuelles où les pertes semblent plus élevées que ce qui avait été indiqué en décembre. Le contrôle spécial permettrait d'avoir un avis externe, en sus des réponses données par UBS. Il devrait permettre d'éclairer les circonstances qui ont conduit à ces amortissements extrêmement importants et d'engager des mesures correctives pour que cela ne se reproduise plus.

DÉCRYPTAGES ARGENT GRATUIT EN GUISE D'ÉLECTROCHOC



C'est fait: les Etats-Unis viennent d'entrer dans l'ère des taux d'intérêt négatifs! Les deux récentes diminutions du principal taux directeur de la FED l'ont porté à 3%. Soit en deçà des 4,1% d'inflation constatée pour l'ensemble de 2007. En clair, emprunter de l'argent aux Etats-Unis est désormais gratuit. Reste à savoir si un loyer réel de l'argent à moins de zéro réussira à séduire un consommateur surendetté qui a de bonnes raisons de s'inquiéter de l'effondrement de l'immobilier, de la chute des Bourses et des premiers signes de ralentissement du marché de l'emploi. Quand la politique monétaire tire sur des ficelles pour ralentir une économie en surchauffe, elle est bien plus efficace que quand elle pousse de toutes ses forces sur des ficelles

molles pour proposer de l'argent gratuit à des gens soucieux de réduire leur dette... On anticipe déjà une nouvelle baisse des taux jusqu'à 2,5% tandis que le Congrès pourrait rapidement adopter le plan budgétaire de 146 milliards de dollars proposé par le gouvernement. Un véritable électrochoc pour relancer l'économie américaine. Mais les secousses imposées au malade ne réussissent peut-être pas à faire repartir un vieux cœur fatigué, irrigué jusque-là par le bon sang de la confiance. Le surendettement l'a dangereusement ralenti. Et l'argent offert gracieusement par l'oncle Sam pourrait s'investir dans les terres agricoles d'un tout neuf Nouveau Monde: les pays pré-émergents, nouvelle frontière des imaginatifs pionniers de la fortune facile. |

Il permettrait aussi de voir si des dysfunctionnements ont eu lieu et qui en est responsable. Si notre proposition obtenait moins de 50% des voix lors de l'assemblée générale, il nous resterait la possibilité de demander à la justice d'imposer tout de même un contrôle spécial.

Vous le feriez?

Très probablement. Pour pouvoir aller devant le juge il faut rassembler des actionnaires détenant 2 millions de francs de valeur nominale en actions, ce qui correspond environ à 1% du capital.

Le procureur de New York enquêterait sur les pratiques comptables de UBS...

L'une de nos questions à l'organe de révision concerne une éventuelle réouverture des comptes 2006 pour savoir si le bénéfice n'était pas surfait parce que les risques auraient été sous-évalués. Cela voudrait notamment dire que les bonus auraient été trop importants et qu'il faudrait les corriger. Le procureur américain s'intéresse surtout à une période plus récente, allant de mars à décembre 2007.

UBS annonce un ratio de fonds propres de première catégorie de 8,8% à fin 2007. Le conseil d'administration propose d'émettre des obligations convertibles pour 11 milliards de francs souscrits par le fonds souverain de Singapour GIC et 2 milliards par un investisseur moyen-oriental. Pourquoi êtes-vous opposé?

Nous approuvons tout à fait l'idée d'une augmentation de capital qui permette de remonter le coefficient «tier 1» au-dessus de 10%. Par contre, nous sommes opposés à la proposition du Conseil d'administration. En premier lieu, parce que nous devrions

renoncer à nos droits préférentiels de souscription; donc, accepter une importante dilution du capital sans contrepartie. Deuxièmement, parce que le GIC disposerait d'une participation de près de 10% dans le capital de UBS, ce qui signifie un droit de veto de fait pour les décisions importantes. En effet, la participation aux assemblées générales de UBS étant très faible - environ un tiers - 10% du capital représente un tiers des voix exprimées. Ce qui permettrait au GIC de bloquer les décisions importantes nécessitant une majorité qualifiée des deux tiers. Nous nous opposons d'autant plus à la solution préconisée par le Conseil d'administration qu'il existe une solution alternative d'augmentation ordinaire du capital pour un même montant de 13 milliards avec droit préférentiel de souscription pour les anciens actionnaires. Solution avancée par la fondation de prévoyance Profond.

Treize milliards, c'est beaucoup...

C'est un montant qu'il est possible de réunir au vu de la valeur actuelle de l'action UBS qui est réellement faible. Elle présente donc un intéressant potentiel de rendement à terme. Nous regrettons que l'on en arrive à une opposition entre deux positions diamétralement opposées. Ethos est intervenue à plusieurs reprises auprès des dirigeants de UBS pour essayer de les convaincre de proposer à l'assemblée une solution de compromis prévoyant 6,5 milliards pour le GIC et l'investisseur moyen-oriental et 6,5 milliards d'augmentation ordinaire de capital. Ce compromis aurait permis de rassembler la grande majorité des actionnaires derrière un projet unique de recapitalisation.

Dans une interview au «Financial Times», le directeur général du GIC semble ouvert à un compromis...

C'est une bonne nouvelle que le GIC semble prêt à entrer en discussion pour trouver une solution de compromis. L'ordre du jour ne laisse actuellement le choix qu'entre deux solutions opposées.

UBS pourrait distribuer 8 milliards de francs de bonus pour 2007...

Il est difficilement compréhensible de maintenir les bonus à peu près au niveau des années précédentes alors que la situation financière nécessite une recapitalisation. C'est tout le système de rémunération des instances dirigeantes des établissements financiers qu'il s'agit de revoir. L'attribution d'actions et d'options devrait être soumise à des critères de performance beaucoup plus stricts et les titres attribués devraient être bloqués au moins 5 à 10 ans.

Certains actionnaires souhaiteraient que UBS vende sa banque d'investissement. Une bonne idée?

Il est prématuré de l'envisager, mais la question se posera sans doute dans les mois à venir.

Le nom de Philipp Hildebrand, vice-président de la BNS, est avancé pour remplacer Marcel Ospel à la présidence du conseil d'administration. Un candidat idéal?

Il revient au conseil d'administration de proposer des candidats, en principe lors de l'assemblée générale ordinaire d'avril prochain, puisque, à cette date, Marcel Ospel arrivera en fin de mandat. Il est clair que nous souhaiterions que le conseil propose un changement à la présidence. Monsieur Hildebrand serait une candidature intéressante. |

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET